

Macron salue le dictateur fasciste Philippe Pétain

Par Alexandre Lantier, le 10 novembre 2018

Mercredi, alors qu'il visitait l'Est de la France avant la commémoration demain à Paris du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, Emmanuel Macron a salué le dictateur collaborationniste Philippe Pétain.

Macron a déclaré qu'il était « légitime » de l'honorer: « Il a été un grand soldat, c'est une réalité. La vie politique comme la nature humaine sont parfois plus complexes que ce qu'on voudrait croire ».

Face à l'indignation provoquée à travers le pays, Macron est revenu jeudi sur ses propos pour défendre à nouveau le dirigeant de la collaboration nazie vichyste et saluer ses activités pendant la Première Guerre mondiale « Qu'ai-je dit au fond ? Des choses simples, graves, qui sont la vérité historique. »

Ces déclarations constituent une tentative délibérée de réhabiliter Pétain, le symbole du fascisme français et de Vichy, le régime le plus sanglant et le plus réactionnaire que la France ait connu.

En tant que chef de la collaboration avec l'Occupation nazie de la France, Pétain est impliqué dans tous les crimes du fascisme européen. Il a ordonné le lancement des déportations de masse qui ont envoyé plus de 75.000 Juifs de France vers les camps de la mort. Il a dirigé un régime qui a recruté des Français aux armées fascistes qui menaient la guerre d'extermination nazie en Union soviétique, ainsi qu'à la Milice qui combattait la résistance à l'Occupation.

Vichy a aussi violemment réprimé la gauche, avec la dissolution des partis se réclamant du communisme ainsi que des syndicats, et la criminalisation de la lutte des classes.

Juste après la Deuxième Guerre mondiale, le Gouvernement provisoire de la République française a organisé un procès contre Pétain. Le 15 août 1945, Pétain a été reconnu coupable de trahison et d'entente avec l'ennemi, condamné à la

peine de mort (commuée en emprisonnement à perpétuité) et à l'indignité nationale avec perte de son rang d'officier.

Depuis, seuls les néo-fascistes ont applaudi Pétain. Quand Macron honore Pétain général de la Première Guerre, il se fait l'écho de leurs tentatives de remettre en cause le procès du 15 août 1945.

Ses déclarations sont un appel lancé sans vergogne à l'extrême-droite. Au sein de la classe ouvrière, Macron est détesté en tant que « président des riches ». Chacune de ses rencontres avec un groupe de travailleurs tourne au désastre. Quand il a pris la parole à l'usine Renault de Maubeuge jeudi, il s'est fait huer et un syndicaliste l'a informé qu'il n'était « pas le bienvenu ».

Macron réagit en tentant de cultiver les néo-fascistes afin de créer un ersatz de base populaire pour sa politique réactionnaire de militarisme et d'austérité sociale. Il reprend en cela la politique faite par son allié allemand, le gouvernement de Grande coalition entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD).

Face à l'impopularité écrasante de la décision de Berlin de se transformer à nouveau en « grande puissance » pour la première fois depuis la chute d'Hitler, la Grande coalition a sciemment cultivé l'extrême-droite. Une première campagne de propagande pour minimiser les crimes d'Hitler dirigée par une petite cabale autour du professeur d'extrême-droite Jörg Baberowski s'est développée en campagne de toute la classe politique allemande pour encenser l'extrême-droite.

Malgré des manifestations de centaines de milliers de personnes contre l'extrême-droite, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) jouit d'un soutien grandissant dans l'armée et le renseignement intérieur dont l'ancien chef Hans-Georg Maaßen a travaillé étroitement avec l'AfD pour rédiger un rapport traitant l'opposition au capitalisme d' « extrémisme ».

misme de gauche ». L'État verse à flot la propagande fascisante sur les travailleurs immigrés, comme la déclaration du ministre de l'Intérieur Horst Seehofer qu'il aurait voulu participer aux émeutes néo-nazies à Chemnitz.

Ces déclarations des alliés allemands de Macron démasquent le caractère de ses efforts pour réhabiliter Pétain. Ce ne sont pas là des gestes mémoriels neutres pour juger des talents de Pétain dans les boucheries de la Première Guerre, mais une provocation visant à renforcer l'extrême-droite pour imposer, contre l'opposition des masses, des politiques d'austérité et de guerres discréditées.

Les chefs d'État se réuniront demain pour le centenaire de l'armistice à Paris sur fond de la plus profonde crise capitaliste et des relations euro-américaines depuis la dépression des années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale. Alors que Trump répudie le Traité sur les Forces Nucléaires à portée Intermédiaire (FNI) pour préparer la guerre contre la Russie et la Chine, Macron dit vouloir une armée européenne pour affronter non seulement la Russie et la Chine, mais aussi les États-Unis.

Les tentatives des puissances impérialistes européennes de s'allier pour tenter de dominer le monde les forcent à restructurer drastiquement les relations de classe et à démonter tous les acquis sociaux et démocratiques accordés après la chute du fascisme. Les responsables français ont déclaré lors de la Conférence de sécurité à Munich cette année que la France dépenserait 300 milliards d'euros sur l'armée avant 2023. Vu les dizaines de milliards de cadeaux fiscaux déjà offerts par Macron aux super riches, de pareilles dépenses ne sont possibles qu'à travers une austérité draconienne.

Pour promouvoir le militarisme et détruire les acquis de la lutte contre le fascisme, la bourgeoisie française est poussée à légitimer Vichy. En 1943, les forces staliniennes, social-démocrates et bourgeoises du Conseil national de la Résistance (CNR) ont promis de réaliser « l'éviction des

grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie. »

Comme l'expliquaient les trotskystes, ces forces ont étranglé une révolution avec des conséquences dévastatrices pour les travailleurs à terme, en empêchant une prise du pouvoir par les travailleurs, préservant ainsi le capitalisme et les classes dirigeantes fascistes. Mais après des insurrections armées à travers l'Europe en 1943-44 et des grèves insurrectionnelles en 1946-47, l'élite dirigeante a dû aller très loin. Il y a eu nationalisation du rail et de l'énergie, et la création de retraites et de soins médicaux publics à travers la France et la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest.

Des décennies plus tard, Macron veut détruire ce qui reste de ces acquis pour construire son armée. Au printemps, il a privatisé la SNCF afin de casser le statut des cheminots, malgré une grève et l'opposition de 95 pour cent du personnel de la SNCF. En chute libre dans les sondages, abandonné par nombre de ses ministres, Macron persiste et signe avec des attaques programmées contre les retraites, les soins et l'assurance-chômage, tout en renforçant les pouvoirs de police.

Ses applaudissements pour Pétain soulignent le caractère fascisant de sa politique. Cela démasque aussi tous les partis petit-bourgeois qui, aux élections de 2017, ont présenté Macron comme un moindre mal par rapport à la candidate néo-fasciste Marine Le Pen, et qui négocient à présent l'austérité avec Macron à travers la bureaucratie syndicale.

C'est une confirmation sans appel de l'avertissement formulé par le Comité international de la Quatrième Internationale que les élites dirigeantes du monde entier, poussant sans relâche à la guerre et l'austérité, tentent activement de réhabiliter le fascisme. Seul un programme politique socialiste visant à renverser le système capitaliste, qui est à l'origine de la guerre et de la dictature, peut stopper le retour à la barbarie des années 1930 et 1940.

Parti de l'égalité socialiste

©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org/fr>

La publication socialiste sur internet la plus lue

facebook <http://www.facebook.com/wswsfr>

Contact : lepesfrance@gmail.com